



MINISTERE DES ARMEES



Secrétariat général pour l'administration

SERVICE D'INFRASTRUCTURE DE LA DEFENSE NORD-EST

OBJET DU MARCHÉ

MARS LA TOUR – (54) – DEPOT DE MUNITIONS

Détermination de la pollution des sols : analyse multispectrale par drone et reconnaissance au géoradar

CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES (C.C.A.P)

PERSONNE PUBLIQUE

ETAT- MINISTERE DES ARMEES

Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est

Caserne Ney - CS 92005 – 57044 METZ CEDEX 01

CONDUITE DES OPERATIONS

Unité de Soutien Infrastructure de la Défense (USID) de Metz

Caserne Ney – CS 92005 – 57044 METZ CEDEX 01

1. - OBJET DU MARCHE

Le présent marché a pour objet la réalisation d'une cartographie du site afin de déterminer une hypothèse fiable de pollution des sols.

2. DUREE DU MARCHE

La date prévisionnelle de commencement de la prestation est fixée au 1er semestre 2026.

Le délai d'exécution des prestations sera fixé par ordre de service.

Le délai d'exécution des prestations ne peut être supérieur à un (01) mois.

3 : MONTANT DU MARCHE

Se référer à l'acte d'engagement

4. INTERVENANTS

- **Représentant du pouvoir adjudicateur**

Le représentant du pouvoir adjudicateur (RPA) est le Directeur du Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est.

- **Maître d'ouvrage**

La maîtrise d'ouvrage de l'opération est assurée par l'Etat - Ministère des Armées – Service d'Infrastructure de la Défense Nord-Est (SID/NE). Au sein de la maîtrise d'ouvrage, la fonction de conducteur d'opération est assurée par l'Unité de Soutien de l'Infrastructure de la Défense (USID) de Metz.

L'interlocuteur privilégié est :

Le Chef de l'USID de Metz
Caserne Ney – CS 92005
57044 METZ CEDEX 01

- **Titulaire**

Dès la notification du marché, le titulaire désigne la ou les personne(s) physique(s) qui réaliseront les prestations. En cas d'indisponibilité d'une personne nommément désignée, le titulaire en avise sans délai le pouvoir adjudicateur et prend toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la poursuite de l'exécution des prestations. Il propose un remplaçant disposant d'une expérience et de compétences au moins équivalentes dans un délai de 15 jours maximum. Le délai court à compter de la notification par le titulaire de l'indisponibilité de son préposé. Le pouvoir adjudicateur peut refuser le nouvel interlocuteur désigné. Dans ce cas, le titulaire dispose de nouveau du délai ci-dessus énoncé pour proposer un nouvel intervenant.

- **Sous-traitance**

Aucun paiement de sous-traitant ne peut intervenir tant que le sous-traitant n'a pas été agréé et ses conditions de paiement acceptées dans les conditions fixées par les articles R.2193-1 à R.2193-4 du code de la commande publique.

Conformément à l'article R.2193-10 du CCP, pour définir si les conditions du paiement direct du sous-traitant sont réunies, le contrat de sous-traitance doit être égal ou supérieur à 10% du montant hors taxe du marché public.

Les sous-traitants dont le contrat est inférieur à 10% du montant hors taxe du marché ne peuvent donc prétendre au paiement direct. Dans ce cas, le titulaire du marché devra fournir au maître d'ouvrage une caution (délégation de paiement interdite) délivrée par un établissement financier agréé conformément à l'article L.2193-14 du code de la commande publique.

ARTICLE 5. PROCEDURE

Le présent contrat est un marché public en application de l'article L.2123-1 du code de la commande publique.

ARTICLE 6 – PIECES CONTRACTUELLES

Par dérogation à l'article 4.1 du CCAG/PI, les pièces constitutives du marché sont les suivantes par ordre de priorité :

- Pièces particulières
 - L'Acte d'engagement et ses annexes éventuelles
 - Le présent Cahier des Clauses Administratives Particulières (CCAP)
 - Décomposition du prix global et forfaitaires (DPGF)
 - Actes spéciaux de sous-traitance
 - Cahier des Clauses Techniques Particulières (CCTP)
 - Offre technique du titulaire

- Pièce générale :

Cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles (PI), approuvé par arrêté du 30 mars 2021.

ARTICLE 7 – DISPOSITIONS FINANCIERES

• Modalités de règlement des prestations

La remise de la demande de paiement intervient a minima tous les mois et au maximum tous les 3 mois, et est déposée sur le portail <https://chorus-pro.gouv.fr>.

La demande de paiement comprend :

- La facture : elle est numérotée et doit faire obligatoirement référence au numéro de marché et à l'intitulé de l'opération objet des prestations. Elle précise le n° d'engagement juridique indiqué dans la lettre de notification notifiée à l'entreprise, ainsi que le code du service exécutant. Elle fera figurer les références bancaires de l'entreprise.
 - L'état liquidatif de la variation de prix : il mentionne les éléments suivants :
 - le mois d'exécution de la prestation faisant l'objet de la variation du prix
 - le montant hors taxes des différentes sommes faisant l'objet de la variation de prix
- le(s) coefficient(s) de variation accompagné(s) des calculs ayant permis sa (leur) détermination
- le taux et le montant de TVA sur actualisations et/ou révisions
 - le montant TTC de la (des) revalorisation(s).

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de calculer les révisions en cas de non présentation d'état liquidatif ou de corriger l'état liquidatif en cas de présentation.

– Dans le bloc « destinataire de la facture »,

- La **maîtrise d'œuvre** est identifiée par :
- Une « structure » : SIRET 13000190200373 (SID N-E (état d'acompte)) ;
- Un service : reprendre le code indiqué en page 2 de l'acte d'engagement ;
- Le **maître d'ouvrage** est identifié par :
- Une « structure » : SIRET 13000190200373 (SID N-E (état d'acompte)) ;

Un service : reprendre le code indiqué en page 2 de l'acte d'engagement

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, le représentant de l'acheteur établit le constat de service fait partiel, donnant lieu à un règlement partiel, en précisant les montants correspondants :

- aux prestations réalisées
- aux pénalités ou réfections, le cas échéant.

Le règlement définitif du marché ne peut intervenir avant le constat de service fait total et la remise de la demande de paiement du solde.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant correspondant aux prestations réalisées établi dans le constat de service fait est inférieur au montant figurant dans la demande de paiement, alors la demande de paiement est rejetée.

Par dérogation à l'article 11.6 du CCAG/PI, à la réception de la demande de paiement, si le montant à payer diffère du montant de la demande de paiement du fait de l'application de pénalités ou réfections, alors la demande de paiement est acceptée, mais le représentant de l'acheteur notifie, par ordre de service, au titulaire les montants des pénalités ou réfections déduits ou ajoutés des montants correspondants aux prestations réalisées.

Variations de prix

Les prix sont actualisables.

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques en vigueur au mois de la remise de l'offre. Ce mois est appelé « mois zéro ».

L'index de référence (I), choisi en raison de sa structure pour la révision des prix des prestations, est :

| Index | Intitulé de l'index |
|-------|----------------------|
| ING | Ingénierie base 2010 |

La révision est effectuée par l'application au prix du marché d'un coefficient donné par la formule :

$$C_n = (I_n / I_0)$$

dans laquelle I_0 et I_n sont les valeurs prises par l'index de référence I du marché concerné respectivement au mois zéro et au mois n.

Par dérogation à l'article 14 du CCAG/PI, la formule de variation des prix n'est pas appliquée aux pénalités.

ARTICLE 8 – CESSIION OU NANTISSEMENT DES CREANCES

Il appartient au titulaire de faire la demande de remise de l'exemplaire unique du marché. La copie certifiée conforme des pièces particulières constituant le marché et les pièces contractuelles postérieures à sa conclusion lui sera alors délivrée en unique exemplaire et gratuitement.

ARTICLE 9 - PRESTATIONS INTERESSANT LA DEFENSE – OBLIGATION DE CONFIDENTIALITE ET REGIME DES RESULTATS

Les prestations faisant l'objet du présent marché intéressent la défense, le titulaire doit, en conséquence, se conformer aux stipulations de l'article 5.1 du CCAG/PI.

Le titulaire est personnellement responsable de la conservation des plans, croquis d'exécution ou documents divers qui lui sont remis par le maître d'ouvrage en vue de l'exécution du marché, ou pour toute autre cause.

Les images captées dans le cadre de l'exécution du présent contrat sont des résultats confidentiels, faisant l'objet d'une cession à titre exclusif compte-tenu de leur nature et sur le fondement des articles 5.1.2. et 35.2.1 (3°) du CCAG/PI.

ARTICLE 10 – PENALITES

Par dérogation à l'article 14.1 du CCAG/PI, les pénalités sont appliquées comme suit, sans mise en demeure préalable.

Le montant des pénalités de retard est plafonné à 10 % du montant total du marché. Au-delà, les pénalités de retard ne sont plus appliquées sans préjudice d'éventuelles mesures coercitives à l'encontre du titulaire.

Le titulaire encourt un abattement sur la facture au titre des pénalités calculées comme suit : $P = (V \times R) / 100$ dans laquelle :

P = montant de la pénalité ;

V = valeur des prestations sur laquelle est calculée la pénalité, cette valeur étant égale à la valeur de règlement de la partie des prestations en retard ou de l'ensemble des prestations, si le retard d'exécution d'une partie rend l'ensemble inutilisable ;

R = nombre de jours de retard calculé en jours calendaires.

Autres pénalités :

- Retard dans la remise de document à fournir : 100 € par jour calendaire de retard
- Absence à une réunion : 100 € par absence.

ARTICLE 11 – NEGOCIATION

En application de l'article R2123-5 du code de la commande publique, le représentant du pouvoir adjudicateur se réserve le droit de négocier, afin, notamment, d'autoriser les candidats à régulariser une offre irrégulière, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

ARTICLE 12 – DISPOSITIF DE VIGILANCE AVEC E-ATTESTATIONS.COM

Le titulaire doit remettre au pouvoir adjudicateur ou son représentant, tous les 6 (six) mois et ce, jusqu'à la fin de l'exécution du marché, les documents prévus aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 et D. 8222-8 du code du travail, soit :

- une attestation de fournitures de déclarations sociales datant de moins de 6 (six) mois ;
- un justificatif d'immatriculation, dans les cas où l'immatriculation est obligatoire au regard des articles précités du code du travail ;
- le cas échéant, s'il emploie des salariés étrangers, le titulaire doit fournir également la pièce prévue à l'article D. 8254-2 ou D. 8254-5 du code du travail. Il s'agit de la liste nominative des salariés étrangers employés par l'opérateur économique et soumis à l'autorisation de travail mentionnée aux articles L. 5221-2 et suivants du code du travail. Cette liste précise, pour chaque salarié, sa date d'embauche, sa nationalité ainsi que le type et le numéro d'ordre du titre valant autorisation de travail.

Les pièces et attestations mentionnées ci-dessus sont déposées par le titulaire sur la plateforme en ligne e-Attestations mise à sa disposition, gratuitement. Plus d'informations sont disponibles, à l'adresse suivante : <https://www.e-attestations.com/pour-les-declarants/>

ARTICLE 13 – ASSURANCES

Par dérogation à l'article 9.2 du CCAG/PI, le candidat retenu doit justifier avant la notification du marché, être titulaire des contrats d'assurances permettant de garantir sa responsabilité à l'égard du pouvoir adjudicateur et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations.

ARTICLE 14. OPERATIONS DE VERIFICATION – ADMISSION DES PRESTATIONS

Par dérogation à l'article 28.5 du CCAG/PI, le titulaire peut être convoqué en vue d'assister aux opérations de vérification.

En cas de mises au point nécessaires des prestations, le titulaire dispose d'un délai de quinze jours pour s'y conformer.

Par dérogation à l'article 29.1 du CCAG/PI, la décision d'admission prend effet à la date d'achèvement des prestations, fixée par le représentant du pouvoir adjudicateur.

ARTICLE 15 – DEROGATIONS

Les articles du CCAG applicable auxquels il est dérogé sont les suivants :

| Articles présent | | Articles CCAG-PI |
|-------------------------|--|-------------------------|
| 4 | | 3.6.2 |
| 6 | | 4.1 |
| 7 | | 11.6 |
| 7 | | 14 |
| 10 | | 14.1 |
| 13 | | 9.2 |
| 14 | | 28.5 |
| 11 | | 29.1 |

